

**Contre  
l'histoire  
et l'Islam**

# La guerre des Turques

*En Turquie, la loi reconnaît à la fois les droits des femmes et la domination traditionnelle de l'homme. Ainsi, pour recevoir l'autorisation légale de créer une association féministe, une femme turque doit présenter aux autorités la permission écrite de son mari. Cela n'est qu'une illustration de la situation ambiguë des femmes en Turquie, coincées entre les racines millénaires de l'Orient et la liberté de l'Occident, entre l'Islam restrictif et l'État laïque, entre les habitudes séculaires et les aspirations modernistes.*

**par Cecilia Rodriguez**



Istanbul, ancienne capitale de l'Empire byzantin, avant d'être celle de l'Empire ottoman, ville cosmopolite, désorganisée et rayonnante, est le point de rencontre de toutes les contradictions que vit la Turquie d'aujourd'hui : femmes voilées, et femmes vêtues à la dernière mode de Paris ; femmes battues

par leur mari et cloîtrées, et femmes militant pour la reconnaissance de leurs droits ; femmes exploitées et réprimées à la maison, et femmes prêtes à faire le sacrifice de leur vie pour leur cause, aux côtés d'hommes emprisonnés, torturés, assassinés.

Il y a des raisons historiques à la soumission des femmes, des raisons religieuses à la prédominance masculine, des raisons sociales à l'inégalité des chances, des raisons politiques à l'utilisation des femmes. Toutes apparaissent vite lorsqu'on se penche sur la condition des femmes en Turquie.

## **De la polygamie au droit de vote**

Les femmes ressentent encore le poids des traditions arabes de l'Antiquité, qui ont permis à l'homme d'avoir toutes les femmes qu'il voulait, jusqu'aux 3 000 femmes que

le Sultan détenait dans son harem, moyen d'affirmer sa puissance... ou peut-être sa crainte des femmes ?

Pour Cetin Altan, éditorialiste au journal *Günes*, les hommes turcs craignent les femmes, à qui ils reprochent d'exercer sur eux une domination sexuelle, d'où leur besoin d'avoir plusieurs femmes pour conjurer cette crainte en affirmant ainsi leur propre pouvoir. C'est aussi pour cela que l'homme oblige sa femme à porter le voile, afin qu'elle lui réserve sa séduction. Mais Altan a aussi un autre type d'explication : dans un pays aussi pauvre que la Turquie, l'homme se comporte en petit dictateur chez lui, car c'est le seul endroit où il puisse commander, étant partout ailleurs soumis aux ordres de son patron, de la police ou d'autres autorités.

Paradoxalement, la situation s'est améliorée avec l'introduction de l'Islam, vers le XII<sup>e</sup> siècle. Le Coran a interdit aux hommes de posséder d'innombrables épouses, réduisant leur nombre à quatre. Le Livre saint des musulmans oblige aussi l'homme à les traiter équitablement, à ne donner à aucune d'entre elles un traitement de faveur au détriment des trois autres. Cependant, l'épouse doit demeurer cloîtrée et soumise, voilée de la tête aux pieds, reléguée à la seconde place.

Après l'effondrement de l'Empire ottoman, au début du siècle, la séparation des sexes est demeurée très stricte. Les maisons familiales étaient divisées en deux parties et, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les femmes adultes restaient confinées dans la *selamlık*, c'est-à-dire l'appartement des femmes. Dans les transports publics, elles devaient voyager dans l'espace qui leur était réservé. Au cours du premier quart de ce siècle, 95% des femmes étaient illettrées et soumises à des pressions sociales très contraignantes.

Mil neuf cent vingt-quatre a marqué le début de l'émancipation : les femmes apparaissent enfin en tant qu'individues dans les textes de loi. C'est à cette date, en effet, que Mustafa Kemal (Atatürk) instaure la République et adopte le modèle occidental pour moderniser le pays, laïciser les institutions en séparant la religion de l'État. À partir de 1926, les femmes peuvent sortir dans la rue dévoilées, la polygamie est interdite et un nouveau code civil inspiré de la loi suisse est adopté, reconnaissant l'égalité de l'homme et de la femme en matière de divorce, d'héritage et d'autorité parentale. En 1930, le droit de vote est reconnu aux femmes, qui peuvent même briguer des mandats électoraux à l'échelon provincial.

## Turques des villes et des champs

Aujourd'hui, le taux d'analphabétisme a diminué. Les statistiques montrent que 40% de ceux et celles qui font des études primaires, 20% des diplômé-e-s de l'université, un-e médecin-e sur quatre et un-e avocat-e sur cinq, 32% des employé-e-s de l'Éducation nationale, 26% des employé-e-s

déc./janvier 1985



Vue d'Istanbul

du secteur du tourisme et 23% des employés du secteur de la santé sont des femmes. Ce ne sont que des chiffres. Ils ne disent pas toute la vérité. Car la participation des femmes reste limitée aux secteurs considérés traditionnellement comme féminins, et on les laisse faire un type de travail généralement peu important.

Dans les petits villages de province, on tient les femmes dans un abandon et un état d'infériorité qui n'ont guère changé au cours des siècles. La Turquie est un pays avant tout agricole : 64% de la population travaille à la campagne. Les femmes y vivent dans des conditions aberrantes, avec un fardeau de travail considérable que personne, pas même leur mari, ne reconnaît. Sans possibilité de choix, opprimée et maltraitée, une femme n'a d'autre option que le mariage, qui ne change en rien sa condition et ne fait que modifier son entourage. Désormais, ce ne sont plus ses parents ou ses frères qui ont le droit de la battre, mais la famille de son mari, à commencer par sa belle-mère, qui exerce sur elle un contrôle total jusqu'au moment où elle-même mettra au monde un garçon, ce qui lui donnera une certaine autorité. Et quand ses fils grandiront et se marieront, elle aura à son tour un pouvoir sur sa bru.

Dans les grandes villes, les conditions sont quelque peu différentes mais les chances d'émancipation sont conformes à l'ordre social, et seules les femmes des classes

supérieures ont accès à une éducation complète, à une liberté économique leur donnant une certaine autonomie et à la possibilité de travailler.

## Retour à l'Islam

Toute analyse doit tenir compte de la religion. Quoique le pays soit laïque depuis 1937 et que la religion soit officiellement une « affaire personnelle », l'Islam, qui n'est pas seulement un guide spirituel mais aussi une norme de vie, a conservé une profonde influence dans tous les domaines, surtout dans les régions éloignées des grands centres urbains et dans les petites agglomérations paysannes. Sans doute le processus de sécularisation entamé par Atatürk est-il encore vivace, notamment chez les militaires, mais le pays dans ses profondeurs a recommencé à s'islamiser.

Le premier ministre, M. Özal, est un musulman pratiquant ; les cours d'instruction religieuse ont à nouveau droit de cité dans les écoles, après leur interdiction par Atatürk et les gouvernements militaires ; les instituts des Hautes études religieuses dépendant du ministère de l'Éducation nationale ont été réactivés ; depuis 1950, la langue arabe est réutilisée pour appeler les fidèles à la prière ; les mosquées poussent comme des champignons, près d'un milliard au cours des dix dernières années ; la nomination d'un imam par village est désormais officielle ; la direction des Affaires religieuses

ses, dépendant directement du premier ministre, a été rétablie et, chaque année, on compte davantage de pèlerins turcs se rendant à La Mecque. La pratique individuelle est élevée : 89% des hommes et 77% des femmes accomplissent quotidiennement leurs prières rituelles. Autre indication de ce retour aux valeurs musulmanes : le gouvernement vient d'interdire aux filles le port du short lors du grand défilé annuel de la jeunesse.

### Record de prisonnières politiques

Politiquement, l'Islam est fortement mis de l'avant par les partis de droite qui présentent la religion comme la seule alternative capable d'empêcher le « triomphe du communisme qui a pénétré les universités et soutient les groupes terroristes qui mènent une lutte armée contre le gouvernement ».

L'armée, certes, reste fidèle aux idéaux kémalistes et la récente dictature militaire était la farouche gardienne de la laïcité. Aujourd'hui en retrait, les militaires n'ont pas perdu leur influence. Dans les grandes villes, le processus de sécularisation paraît irréversible : l'agitation urbaine et la complexité de la vie quotidienne des citadins ne leur laisse guère de temps pour vivre conformément aux préceptes religieux.

Dans les mouvements extrémistes, on note une très forte participation des femmes. Peut-être faut-il voir une forme de révolte contre leur condition dans le fait que tant de femmes se lancent dans la lutte politique la plus radicale. Nombre d'activistes sont en exil, d'autres vivent dans la clandestinité, à moins d'être emprisonnées dans les geôles turques où la torture est plus souvent la règle que l'exception.

Selon des chiffres non officiels, la Turquie détiendrait le record du nombre de femmes prisonnières politiques, 50 000 au total. L'un des cas les plus connus est celui de madame Rehu Isvan, femme de l'ancien maire d'Istanbul, emprisonnée et condamnée à huit ans de prison pour être membre fondatrice de l'Association de la paix. Ce mouvement s'est accentué avec la dissolution et la répression de l'Association des femmes progressistes (IKD), proche du Parti communiste, un groupe de jeunes universitaires qui faisaient du travail social et de la « conscientisation » dans les secteurs les plus déshérités de la population. Aujourd'hui dans la clandestinité, car tous les partis marxistes sont interdits, le groupe essaie d'organiser la résistance.

### Féminisme en trois temps

Dans le domaine des arts aussi, les femmes sont nombreuses et forment, par exemple, une grande partie de l'avant-garde littéraire contemporaine. « C'est un phénomène d'autant plus important qu'il met en cause des interdits et des aliénations qui

avaient pesé, et qui pèsent encore, sur la vie sociale et privée de la femme en Turquie, comme dans le reste du Tiers-Monde – sans oublier d'ailleurs la femme occidentale, qui a aussi ses problèmes », écrit Guzin Dino, une écrivaine turque résidant à Paris.

C'est ce que l'on peut dire aussi des tentatives d'activisme féministe qui ont pour centre Istanbul. Émergeant entre les voiles de la civilisation arabe et les tchadors noirs de l'Islam, placées au centre des contradictions de leur société, ces femmes luttent contre les traditions de l'Orient, mais aussi contre l'utilisation de la femme-objet, façon occidentale.

L'histoire du féminisme turc remonte à 1934, quand est paru le premier journal féministe, qui a dû fermer un an plus tard en raison de divergences politiques au sein même du groupe. Les activités féministes proprement dites réapparaissent bien plus tard, en 1982, avec des citadines des milieux intellectuels. Leurs premiers efforts portent sur la création d'une revue, la publication de livres féministes et d'abord sur la recherche – réussie – d'une maison d'édition. Mais rapidement, celle-ci revient sur ses promesses et ferme ses portes aux féministes.



Un an plus tard, à la demande du groupe, l'hebdomadaire *Somut* ouvre une page qui, un an durant, publie toutes les opinions critiques, des analyses sur la condition des femmes, le mariage, les relations sexuelles, les activités culturelles féminines et l'histoire du féminisme dans le monde. Cette initiative trouve beaucoup d'échos et provoque sans doute une prise de conscience générale dans la population. Cependant, peu à peu, cette « page » féministe se voit réduire comme peau de chagrin jusqu'à disparaître complètement.

Le troisième épisode de ce mouvement féministe survient en mars 1984, d'abord avec l'ouverture d'un petit café où les femmes peuvent se réunir et discuter de leurs problèmes, puis avec la création d'une consultation juridique pour assister les femmes, par exemple en cas de divorce ; pour les renseigner sur leurs droits en matière de tutelle des enfants ; et dans le cas où elles sont battues par leur mari. Il y a

aussi, désormais, une petite bibliothèque de livres et revues féministes. Les femmes prévoient assurer la traduction et la publication d'ouvrages étrangers, organiser des projections-débats et des expositions de peintures de femmes.

### Résistance intellectuelle

« La plupart des gens ferment les yeux sur la condition d'infériorité des femmes en général. Ce n'est pas, contrairement à ce que beaucoup croient, une lutte contre les hommes, mais c'est un combat pour faire prendre conscience des problèmes des femmes, en tant qu'êtres sociaux qui souffrent, non seulement des pressions économiques et des inégalités, mais aussi des pressions sociales traditionnelles d'humiliation et d'injustice », affirme Sirin Tekeli, l'une des femmes qui animent le mouvement féministe d'Istanbul. « Au cas – évident – des femmes battues, on doit ajouter celui des autres femmes de toutes conditions, toujours dépendantes, toujours inférieures. Le plus difficile est de parvenir à une prise de conscience chez les femmes elles-mêmes qui, par tradition, acceptent leur condition de seconde classe, convaincues que c'est dans l'ordre des choses. »

Sirin Tekeli exprime aussi des opinions plus radicales : « Actuellement, aucun média d'information ne témoigne d'un intérêt réel pour le problème des femmes. Quelquefois, quand l'un des journaux découvre que le féminisme se vend bien, il l'utilise de façon publicitaire. Pourtant, les femmes continuent de se voir nier leur place. C'est pour cela que l'on doit lutter et se battre contre l'oppression, pour être reconnues comme des personnes qui ont droit à une vie propre. Mais il y a des femmes qui nous attaquent parce qu'elles vivent dans des milieux privilégiés, ignorent les problèmes des femmes et adoptent une position carrément marxiste sur la lutte des classes. »

Dans les milieux intellectuels turcs, en effet, les féministes se heurtent à une sérieuse opposition. La thèse la plus répandue est bien résumée par Zeynep Oral, la jeune rédactrice en chef du *Milliyet-Sanat* : « Pourquoi les féministes font-elles tant de bruit ? Le problème en Turquie n'est pas un problème des femmes, c'est un problème économique de la société en général. Dans un pays sous-développé qui n'offre de possibilités ni aux femmes ni aux hommes, la solution n'est pas la lutte individuelle des femmes pour elles-mêmes, ce doit être la lutte des femmes et des hommes pour changer l'ordre. La liberté économique apportera la liberté sociale pour les femmes. »

FIN

Cecilia Rodriguez est Colombienne et journaliste au *El Siglo* à Bogota. Ce reportage, effectué au printemps dernier, est paru dans la revue *Europ* de juillet 1984.